
Résumé

Au 31 décembre 2005, l'Aquitaine compte 1 060 000 emplois salariés, soit 11 400 salariés de plus que l'année précédente. La croissance amorcée en 2004 se confirme en 2005 avec + 1,1 %. Elle est deux fois plus importante que celle observée au niveau national.

Sommaire

- **La construction et les services accélèrent leur croissance**
- **Le commerce perd de sa vitalité**
- **L'industrie continue son recul**
- **Les départements du littoral les plus créateurs d'emploi**

Publication

Au 31 décembre 2005, l'Aquitaine compte 1 060 000 emplois salariés, soit 11 400 salariés de plus que l'année précédente. La croissance amorcée en 2004 se confirme en 2005 avec + 1,1 %. Elle est deux fois plus importante que celle observée au niveau national.

En 2005, les activités de services et la construction contribuent principalement à cette hausse d'emploi. En revanche, l'industrie poursuit son recul amorcé en 2002 tandis que le commerce perd de sa vitalité. L'emploi dans le secteur agricole est toujours en baisse (- 4 %).

La Gironde, les Landes et les Pyrénées-Atlantiques ont une évolution légèrement supérieure à celle de la région Aquitaine. En Dordogne, la croissance de l'emploi faiblit. La hausse constatée en Lot-et-Garonne est identique à celle de l'an passé.

La construction et les services accélèrent leur croissance

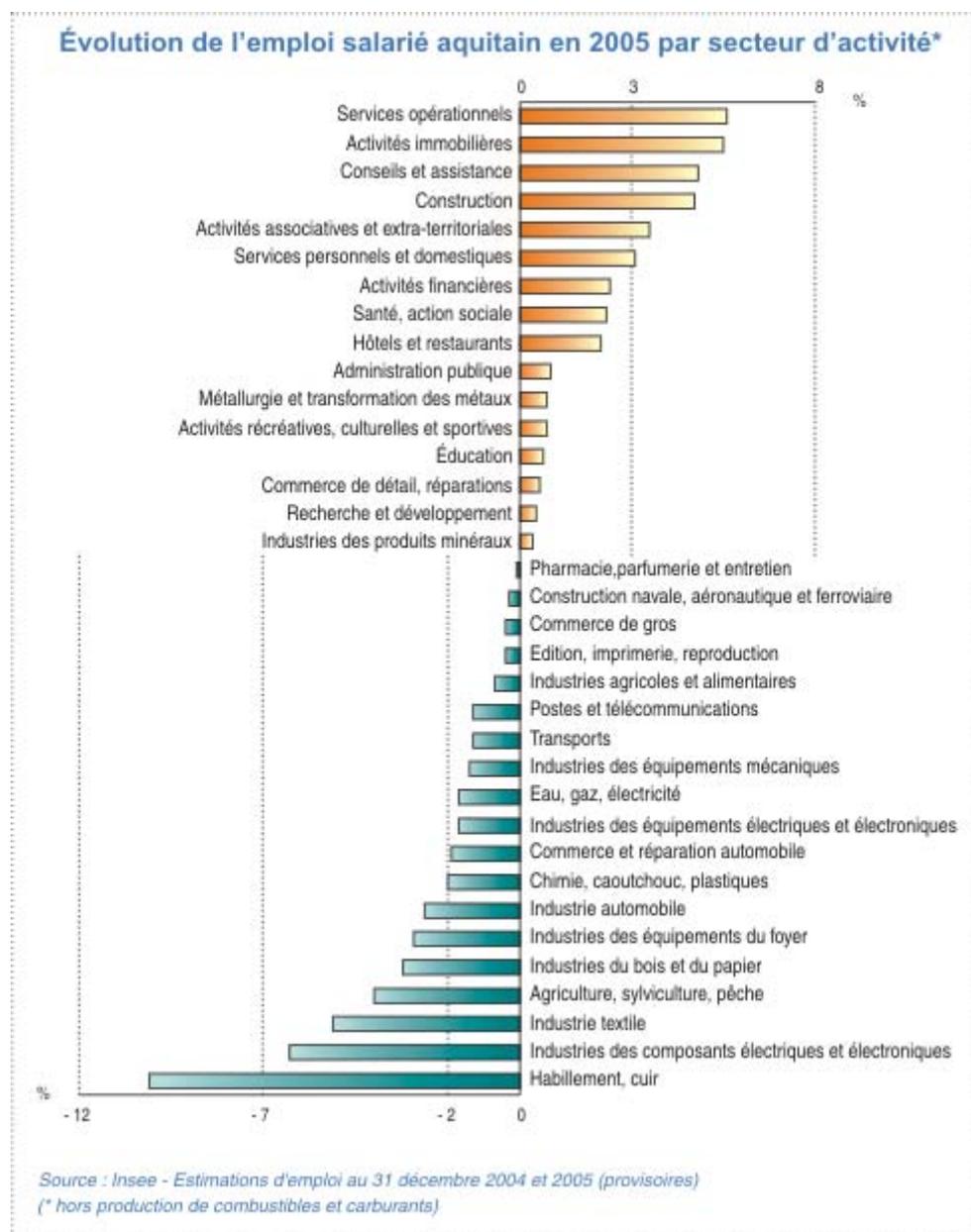
La construction confirme son dynamisme avec une progression de + 4,7 %, soit 3 000 emplois salariés supplémentaires. En un an, ce secteur double sa croissance.

Dans le secteur des Services, principal pourvoyeur d'emploi, 12 400 emplois se sont créés en 2005, soit une hausse de 2 % contre 0,9 % l'an passé.

Les principaux domaines qui participent à cette évolution sont :

- les activités immobilières, activités étroitement liées à l'essor de la construction, qui passent de + 3,9 % à + 5,5 % d'évolution ;
- les services aux entreprises (+ 3,8 %) et plus particulièrement le secteur des services opérationnels qui embauche 3 200 salariés en 2005. On peut citer la société **Téléperformance Midi Aquitaine** (centre d'appel à Bordeaux) dont l'effectif a augmenté de plus de 400 salariés cette année ;
- le secteur conseils et assistances continue également sa croissance (+ 4,8 %). Dans ce domaine, la société **Unilog IT Services** située à Mérignac en Gironde a embauché 70 personnes en 2005 ;

- les services aux particuliers et plus précisément les services personnels et domestiques qui créent plus de 1 500 emplois ;
- les services de l'éducation, santé, action sociale qui profitent d'une hausse de 2,3 % dans le secteur de la santé, action sociale (soit + 2 500 salariés).



En revanche, à l'exception du département de Lot-et-Garonne, le secteur des transports continue à perdre des effectifs, 500 salariés de moins en un an.

Le commerce perd de sa vitalité

Le commerce affiche une légère baisse de 0,1 %. Malgré un affaiblissement, seul le commerce de détail maintient le secteur, avec une hausse de + 0,5 % soit quatre fois moins que l'année précédente. Le département des Landes se distingue avec 200 emplois de plus dans le commerce.

L'industrie continue son recul

Le secteur industriel perd encore près de 2 500 emplois. Tous les secteurs participent à cette baisse à l'exception des produits minéraux et de la métallurgie et transformation des métaux.

Les secteurs qui ont le plus pénalisé l'industrie sont :

- les industries des biens de consommation avec notamment dans le domaine de l'habillement cuir la fermeture définitive de plusieurs entreprises touchant tous les départements aquitains ;
- les industries des biens intermédiaires avec la disparition d'environ 900 emplois dont plus de la moitié est à imputer au secteur de l'industrie du bois et du papier. Par contre, en Gironde le déficit de l'industrie des biens intermédiaires est du en majorité au secteur des industries des composants électriques et électroniques (- 10,2 %) Après l'euphorie de l'année 2000 (+ 42 %) ce dernier ne cesse de perdre de l'emploi, ceci est lié directement à la baisse d'effectif de la société SOLECTRON qui perd à nouveau 280 salariés. Cette société représente un tiers de l'effectif de ce secteur ;
- les industries des biens d'équipement (- 1,0 %) soit 330 salariés de moins dans lequel on constate une baisse de 200 emplois au sein des industries des équipements mécaniques. La liquidation judiciaire de la Sarl **Société d'exploitation des établissements Reyes** en Lot-et-Garonne entraîne la perte de 80 personnes dans ce domaine. Seul les Pyrénées-Atlantiques tirent leur épingle du jeu au sein des équipements mécaniques avec 140 salariés de plus. Près d'un tiers de cette hausse est due à la société **Exameca** qui profite de l'essor des programmes aéronautiques.

Les départements du littoral les plus créateurs d'emploi

L'attrait de la zone littorale tant au niveau des ménages que des entreprises permet aux départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques de se démarquer de ceux de Lot-et-Garonne et de Dordogne. À l'intérieur des terres, le département de Lot-et-Garonne évolue de la même manière que l'an passé (0,4 %), tandis que la Dordogne connaît un léger fléchissement de sa croissance d'emploi : 0,3 % soit deux fois moins qu'il y a un an.

Pour l'ensemble des départements, les secteurs de la construction et des services favorisent la croissance.

Informations diverses : source, définitions, bibliographie

Source

INSEE - Estimations d'emploi au 31/12/2004 et au 31/12/2005 (provisoires)

Les estimations d'emploi

L'Insee réalise une fois par an une estimation de l'emploi total - salarié et non salarié - dans les secteurs marchand et non marchand. Ces estimations sont établies à partir du dernier recensement de la population actualisé sectoriellement par les évolutions issues principalement de sources administratives. Les statistiques annuelles d'Épure constituent la source principale d'actualisation. Des statistiques complémentaires sont également prises en compte pour certaines catégories de salariés ne relevant pas de l'Unedic (EDF-GDF, la Poste, France-Télécom, Mutualité sociale agricole, agents de l'État, des collectivités territoriales, etc). Pour les non-salariés, les sources d'actualisation sont fournies par les organismes assurant les travailleurs indépendants et les employeurs (Amexa, Acooss, Cancava, Canam).

Ce dispositif permet d'analyser les évolutions de l'emploi mais ne donne aucune indication sur le travail à temps partiel.

Les effectifs figurent dans les tableaux avec des chiffres à l'unité qui n'ont pas en réalité une telle précision mais ont été établis pour assurer la cohérence comptable.

Nomenclature économique de synthèse

Depuis 1993, le nouveau dispositif français de nomenclatures d'activités et de produits remplace celui qui existait auparavant, basé sur la NAP 73. Il est mis en place dans le cadre général d'une harmonisation internationale des nomenclatures d'activités et de produits. La NAF (Nomenclature d'activités française) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

La NAF compte environ 700 postes élémentaires. Des regroupements adaptés à l'analyse économique ont été définis. Ils constituent la nomenclature économique de synthèse (NES). Les principaux niveaux de regroupement utilisés sont le niveau 36 et le niveau 16.

Bibliographie

" **Évolution de l'emploi salarié en 2003**" - Aquitaine e-publications - 20 avril 2005

"**Évolution de l'emploi salarié en 2002**" - Données chiffrées - avril 2004

consulter également les publications trimestrielles "**Évolution de l'emploi salarié marchand par trimestre**"